

Rapport de Mission

à Washington

21-28 juillet 1999

André de Courville
Délégué Amérique latine et Caraïbe



Mission à Washington

21 - 28 juillet 1999

Le contexte

L'objectif de cette mission à Washington était de tirer les enseignements des contacts établis avec la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et la Banque Mondiale, et plus spécialement de déterminer avec FONTAGRO (Fonds régional de technologie agricole) les opportunités et étapes de renforcement de la coopération amorcée en mars dernier, mais peu concrétisée depuis.

Depuis quelques années, les contacts avec la BID et la Banque mondiale se sont en effet renforcés, du fait, tout d'abord, des postes successifs créés à Washington dans le cadre d'ESDAR et du Forum global, et, plus récemment, de ceux axés sur le renforcement de l'appui aux organisations paysannes. En ce qui concerne plus directement l'Amérique latine, plusieurs tentatives ont été faites pour intéresser ces organismes aux activités du CIRAD en Amérique latine et mieux faire connaître son expertise :

☛ **Avec la Banque Mondiale**, il s'est agi de contacts répétés avec les *Tasks managers*, afin de mieux connaître les projets en cours ou en préparation en Amérique latine, et de pouvoir accéder aux financements correspondants. Des missions d'évaluation ont même été conduites sur l'un de ces projets, PRONATTA, programme national de transfert de technologie, mis en oeuvre en Colombie, qui a donné lieu ensuite à quelques missions, malheureusement sans suite, d'expertise technique de la part de CIRAD-TERA.

Par ailleurs, le développement de programmes dits "compétitifs" de recherche, a permis à des équipes du CIRAD de bénéficier indirectement de financements de la Banque mondiale. C'est le cas du PRONATTA cité (sur financement de 50 MUS\$ de la Banque mondiale) en Colombie, de PRODETAB au Brésil. On notera toutefois les difficultés faites par certains partenaires nationaux (cas de l'EMBRAPA au Brésil) pour permettre l'accès du CIRAD à ces financements.

Enfin, le séminaire réalisé récemment à Washington par la Banque Mondiale, le CIRAD (programme Agricultures familiales), l'AFD et le ministère des affaires étrangères a permis de faire connaître à la Banque l'action engagée dans le cadre du programme PRIAG (Programme régional d'appui à la recherche sur grains de base) en Amérique centrale.

☞ **Avec la Banque Interaméricaine de Développement (BID)**, les contacts avec les *Tasks managers* ont également été renforcés à l'occasion de plusieurs missions d'agents du CIRAD.

Le programme PRIAG cité supra a également été présenté lors d'une réunion organisée avec les responsables de la Division 2 (Gestion de l'environnement et des ressources naturelles pour l'Amérique centrale).

Des contacts spécifiques ont également été pris à plusieurs reprises avec les responsables du Fonds fiduciaire français placé auprès de la BID, et il a été tenté de faire bénéficier de ce fonds le projet de développement à base d'hévéaculture monté avec le ministère de l'agriculture du Guatemala.

L'occasion de la réunion annuelle de l'assemblée des gouverneurs, qui se tenait à Paris en mars 1999, a été également saisie pour organiser, dans le cadre de FONTAGRO (cf. plus loin), deux rencontres rassemblant des hautes personnalités latino-américaines et des Caraïbes (ministres et secrétaires d'Etat à l'agriculture en particulier) et européennes (UE, Initiative européenne, Forum européen, institutions de recherche).

☞ Avec le Fonds régional de technologie agricole (**FONTAGRO**), fonds compétitif régional de financement de projets de recherche, un accord spécifique a été signé, en présence du président de la BID, avec l'ambition pour le CIRAD de faciliter l'accès de ses équipes à ce fonds, et de monter des projets conjoints, avec recherche de financement auprès de bailleurs internationaux, en particulier de la BID. Le Cirad a été associé à l'édition 99 d'évaluation des projets présentés au financement de FONTAGRO.

☞ La présence à Washington de Jill Barr, qui représente de façon permanente le CIRAD auprès de ces institutions, est un atout supplémentaire de notre action de prospection.

Les conclusions

Présenté sous forme de fiches d'entretiens, ce rapport aboutit aux conclusions suivantes :

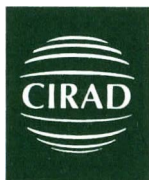
➡ A la BID comme à la Banque Mondiale, le financement des programmes de développement rural, et plus encore des projets de recherche (hors projets "compétitifs" type PRODETAB au Brésil) est en forte régression, et il sera toujours difficile de trouver des financements pour des projets qui ne rentrent pas directement dans la ligne d'action de ces organismes, et qui n'ont pas été l'objet d'une demande formelle des pays ou d'une identification par leurs propres experts. Même dans ce cas, l'appel aux fonds fiduciaires français pour des missions d'experts du Cirad sera toujours recherché en priorité par ces organismes.

DRE.99/40.AdC/CR

Paris, le 17 septembre 1999

Destinataires :

- ✓ MM. les membres du comité de direction
- ✓ MM. les chefs de programme
- ✓ MM. les membres du groupe des valos
- ✓ MM. les représentants et correspondants du Cirad en Amérique latine et Caraïbe



Centre
de coopération
internationale
en recherche
agronomique
pour le
développement

BORDEREAU DES PIECES ADRESSEES

SOMMAIRE	PJ	OBSERVATIONS

➡ Les projets **FONTAGRO** auxquels participent des équipes CIRAD ont obtenu pour la plupart des évaluations très favorables, mais le processus de financement de FONTAGRO se met difficilement en place, tant auprès des pays que des organismes internationaux. Diverses alternatives sont recherchées pour ce financement.

Un processus de concertation du CIRAD et de FONTAGRO a été défini à l'occasion de cette mission. Il s'applique à une réflexion sur le financement et l'organisation de la recherche agronomique en Amérique latine, en association avec le Forum Amérique Latine (FORAGRO), et à des projets sur le thème de la compétitivité de l'agriculture paysanne et de l'organisation des producteurs. Les difficultés financières évoquées risquent de bloquer le processus engagé.

➡ La **BID** a manifesté un intérêt pour le programme PRIAG (programme régional de renforcement de la recherche sur grains de base) appuyé par Cirad-Tera en Amérique Centrale, mais voudrait une systématisation de cette expérience pour des contacts ultérieurs ;

. elle n'a pas soutenu le projet hévéa au Guatemala , et tout espoir pour son financement auprès du Fonds Fiduciaire Français est à écarter définitivement ;

. en termes de cofinancement, le Fonds Fiduciaire Français est maintenant très sollicité, voire saturé. Un fonds fiduciaire pour les communautés indigènes est par contre très peu utilisé. Par ailleurs, le cofinancement BID/France de projets de développement serait vu d'un bon oeil, par exemple en nouvelles zones ZSP (République dominicaine et Cuba), mais au prix de procédures sans doute difficiles.

➡ Après de la **Banque Mondiale**, le point a été également fait de l'évolution de la mise à disposition et de l'utilisation des fonds fiduciaires français (6 actuellement), dont l'organisation et la gestion devraient être prochainement harmonisées, voire fusionnées.

Des contacts spécifiques sur l'Amérique Centrale ont fait connaître le Cirad dans le cadre des projets d'inventaire cadastral en cours de la Banque, et d'un appel d'offres auquel le Cirad a répondu conjointement avec une firme japonaise.

André de Courville

août 99

FICHES D'ENTRETIEN

I. CONTACTS AVEC FONTAGRO

1.1. Etat des lieux

Le Fonds régional de technologie agricole, FONTAGRO, a été créé en 1997 dans un souci de financement de projets régionaux de recherche agricole en Amérique latine et Caraïbe sur des thèmes jugés prioritaires pour le développement rural de cette région. Conçu comme un fonds fiduciaire alimenté par les pays et des sources de financement internationales, il affiche une ambition d'auto-alimentation par les intérêts des capitaux versés, avec un objectif à terme de 200 M de dollars de capital). Il a élaboré un document conceptuel sur les domaines prioritaires de recherche par sous-région d'Amérique latine, et a lancé deux appels d'offres à projets de recherche. Des informations détaillées en anglais et espagnol sont disponibles sur le site www.fontagro.org.

FONTAGRO est à un tournant : en mai dernier, il a obtenu avec difficulté un financement de la BID, finalement ramené à 3 M US\$, pour l'appel d'offres 98, et n'est pas assuré de la reconduction de cet apport pour l'appel d'offres lancé en 99. Par ailleurs, l'apport des pays reste très en deçà des espérances.

Son activité au cours de l'année écoulée a pourtant été intense :

- Les deux appels d'offres ont donné lieu à présentation de 105 propositions de recherche, dont 81 ont été évaluées par des panels d'experts (l'évaluation de l'édition de 99 avait lieu à l'époque de cette mission), et les projets correspondants sont jugés de bonne qualité. Pourtant, 10 seulement ont été finalement retenus en 1998 pour les raisons financières évoquées, et il devrait en être de même, au mieux, pour l'appel d'offres 99, du fait d'incertitudes encore plus fortes quant aux financements.
- Des contacts répétés ont été menés auprès des pays pour l'appel de fonds et la gestion de ces fonds. Leurs résultats restent décevants : les engagements des pays sont très partiellement honorés, l'assignation des apports de la BID est très bureaucratique, et le mécanisme n'est pas vraiment enclenché après deux ans d'existence de FONTAGRO.
- De nouvelles formes de mobilisation et de nouveaux mécanismes de financement sont activement recherchés. D'où les contacts (et séminaires de sensibilisation) établis avec le Canada, les USA, l'Europe, et plus spécifiquement la France, l'Espagne et le Portugal.

La situation est donc préoccupante.

1.2. Perspectives

En dépit de ces difficultés, la BID et l'IICA ont reconduit le mandat et assuré le financement du secrétariat de FONTAGRO jusqu'à 2002. Sur cette base, le secrétaire exécutif de FONTAGRO propose plusieurs mesures pour la période 2000-2002, auxquelles il voudrait associer le CIRAD. Parmi celles-ci :

- le financement et la mise en oeuvre de 10 nouveaux projets sur la période 2000-2002 (parmi ceux qui font l'objet de l'évaluation actuelle), ce qui suppose l'obtention de nouveaux financements (AID, USDA sont cités) que ceux de la BID ou des fonds de dotation des pays (qui ne dépasse pas 300.000 US\$). Il n'y aurait de ce fait pas de nouvel appel d'offres en l'an 2000 ;
- la mise en place d'un groupe de (5) ministres en appui à la recherche agronomique dans la région et en coopération avec FORAGRO (le Forum régional pour l'Amérique latine) et les PROCI's (programmes régionaux de coopération menés depuis plusieurs années dans les différentes régions d'Amérique latine, tels que PROCISUR, PROCIANDINO, PROCICARIBE, etc...) ;
- la production d'un nouveau document des priorités (plan d'action 2001-2003), en concertation avec des entités internationales (l'IDRC canadien et le CIRAD sont cités). Un séminaire est envisagé au premier trimestre de l'an 2000 pour lancer le processus.

1.3. L'appel d'offres 1999

69 projets ont été présentés, couvrant 7 spécialités. Ils ont été évalués mi-juillet sur les critères techniques et de capacité institutionnelle.

Sur ces projets, 6 se détachent, parmi lesquels 2 des 3 projets présentés avec la participation du Cirad : sur embryogénèse somatique du café et développement de cultivars résistants à la cercosporiose, classés respectivement en troisième et sixième rang des notations. Le troisième projet, sur compétitivité du secteur rizicole, a buté sur les critères d'environnement et d'impact économique. Dans le cadre des limitations énoncées, les financements restent à trouver pour l'attribution des fonds correspondants. Celle-ci interviendra très difficilement avant mi-2000.

On trouvera en annexe la liste des projets et les résultats partiels de l'évaluation.

1.4. FONTAGRO et le CIRAD. Résultat des discussions

FONTAGRO est donc à la recherche de partenariats et de financements pour développer son activité. La signature d'un MOU en mars dernier avec le CIRAD avait cette intention. Parmi les actions envisagées à cette époque, figuraient :

- une participation du CIRAD à l'évaluation des projets FONTAGRO ;
- la mise en oeuvre d'une réflexion stratégique commune sur la recherche agronomique et le développement rural en Amérique Latine, passant par la mise à disposition d'experts à temps partiel ou complet ;
- la recherche commune de financements en appui à des projets montés en commun, notamment auprès de l'Union Européenne ou de la BID.

Ces points ont été explorés au cours de cette mission, au cours de laquelle plusieurs réunions se sont tenues avec Edgardo Moscardi, secrétaire exécutif de FONTAGRO ainsi qu'avec René Billaz, présent à Washington dans le cadre de l'évaluation des projets présentés en 99, et chargé également par FONTAGRO d'une réflexion sur le financement des projets et l'organisation de la recherche en Amérique Latine.

Un des thèmes qui retiennent l'attention de FONTAGRO est celui de **l'organisation de producteurs et de compétitivité de l'agriculture paysanne**, thème abordé conjointement avec TERA lors d'une précédente réunion à Washington. FONTAGRO retient une approche à plusieurs composantes, technique, organisationnelle et "informatique" et propose son application sur plusieurs pays (cf note annexée). Il demande au Cirad de participer à cette étude et à son financement. Un projet devrait être préparé lors d'une réunion qui se tiendrait à Santiago du Chili en septembre, puis d'une seconde réunion à l'occasion du séminaire organisé par le CIAT mi-septembre à San José du Costa Rica sur le même thème, et auquel participeront les spécialistes latino-américains pressentis.

Selon E. Moscardi, 300 à 400 000 US\$ (8 x 40 000, ce dernier chiffre représentant le coût d'une étude de cas) seraient nécessaires pour une telle étude.

Des projets pilotes seraient ensuite montés dans plusieurs pays.

Un second thème d'intérêt concerne **le financement et l'organisation de la recherche agricole en Amérique latine**. FONTAGRO voudrait associer le Cirad à une réflexion qui comporterait plusieurs volets :

- face à la réduction du financement de la recherche publique agricole, E. Moscardi préconise l'organisation d'un **séminaire international** en l'an 2000, avec participation de bailleurs de fonds, qui fasse le point de la recherche agricole en Amérique Latine et en dessine les perspectives. Y seraient abordés en particulier les mécanismes de financement alternatifs et l'approche éco-régionale de cette recherche ;
- une réflexion sur l'organisation de cette recherche, qui traiterait en particulier des fonds compétitifs de recherche, très en vogue en Amérique Latine, de l'articulation et de la synergie entre centres et systèmes nationaux, régionaux (CARDI, CIAT, CATIE, PROCI's...) et internationaux (CIAT, CIMMYT, CIP) de recherche, ; y serait lié le thème des priorités de recherche, ainsi que de leur définition comme de leur prise en compte et de leur traitement. L'évaluation de l'expérience FONTAGRO et de son devenir pourrait y être abordée.

Résultat des discussions

Il a été convenu de poursuivre la concertation entre CIRAD et FONTAGRO sur les points suivants :

A. Projet Compétitivité de l'agriculture paysanne et organisation des producteurs

- Une ou deux personnes du CIRAD participeront à la réunion de concertation qui se tiendra début septembre à Santiago, puis à la réunion CIAT de mi-septembre, à laquelle seraient présentes la majorité des personnes intéressées par le montage de cette étude.
- Le CIRAD recherchera, conjointement avec les autres parties présentes, le financement nécessaire à la réalisation de cette étude.
- Le projet d'étude devra pouvoir être monté pour présentation lors d'une réunion à Washington (en marge des journées CGIAR) en novembre prochain.

B. Réflexion sur le financement et l'organisation de la recherche agronomique en Amérique latine

Le Cirad pourra participer à la réflexion engagée en association avec la réflexion menée dans le cadre de FORAGRO et du Forum global, ainsi qu'à la préparation et à la mise en oeuvre du séminaire prévu en 2000 (E. Moscardi voudrait qu'il en soit le co-organisateur avec le CRDI canadien, et qu'il ait lieu en mars prochain à l'occasion de la réunion de FONTAGRO). Il tentera également de mobiliser des fonds pour ce séminaire, dont le coût serait de l'ordre de 100 à 150.000 US\$. Parmi les pistes à explorer, ont été citées l'Union Européenne (DG 12), la FPH (Fondation pour le Progrès de l'Humanité), la Fondation Rockefeller, ainsi que le fonds fiduciaire français déjà cité.

II. CONTACTS A LA BID

Robert Kaplan, Andres Solazano, Pedro Martel, division 2 (RE2/EN2) : ressources naturelles et de l'environnement pour le Mexique, l'Amérique centrale (et partie Caraïbe)

Avec Robert Kaplan et deux membres de sa division (Pedro Martel, Andres Solazano), a été commentée la récente (juin 99) présentation faite par TERA de ses activités en Amérique Centrale. Cette présentation a suscité l'intérêt, mais a été jugée trop spécifique et microéconomique. Selon nos interlocuteurs, il conviendrait de systématiser les expériences présentées et de formuler sur cette base une conceptualisation de politique et de méthodologies applicables à l'échelon global (national ou régional). Nos interlocuteurs recommandent également de nouer des contacts avec les spécialistes de la BID dans les pays, pour leur soumettre éventuellement des projets. Ils reconnaissent l'aspect souvent impromptu et insuffisamment structuré des initiatives post-Mitch, et font état d'un manque de propositions en ce sens, non comblé par cette présentation.

Dans le cadre des activités post-Mitch, la division a jusqu'à présent surtout travaillé sur le Honduras et le Salvador (John Horton). Elle a produit en avril dernier un document, intitulé "Problèmes et opportunités de développement de l'économie rurale" au Honduras, qui préconise l'intensification des actions axées sur la protection et l'investissement sociaux dans le milieu rural et des actions gouvernementales destinées à baisser les coûts de transaction dans le milieu rural. Des mesures en termes de ressources naturelles, chemins ruraux, énergie et électricité, télécommunications, eau potable et assainissement, éducation et santé, financement, y sont successivement abordées.

Un document analogue est en préparation pour le Salvador, et l'équipe serait intéressée à des contributions analogues pour le Nicaragua.

Elle recommande finalement une publicité plus grande sur l'expérience CIRAD en Amérique centrale, pour mobiliser d'éventuels bailleurs de fonds.

Philippe Marin, division 2 (RE2/EN2)

Nouvellement recruté à la BID, il s'occupe d'assainissement dans la division de Robert Kaplan. Il confirme que celui-ci a lancé une réflexion sur le développement rural, auquel il s'intéresse particulièrement. Il conseille de rencontrer quelques personnes, particulièrement dynamiques, de cette division :

- Henri Franklin,
- Javier Cuervo,
- Pedro Martel (vu précédemment).

Christophe Guillemin, chef de la division de cofinancement

Christophe Guillemin est depuis peu à la Banque et chargé du cofinancement. Il était auparavant responsable de l'agence française de l'ONUDI.

Son rôle est donc de rechercher des cofinancements extérieurs pour les actions financées par la Banque (environ 3,7 MM de dollars en 99). Sa volonté est de rééquilibrer ces cofinancements :

- entre co-financeurs (actuellement 2,5 MM pour la Banque mondiale, 1 MM pour le Japon, 0,2 MM pour les pays latino-américains) ;
- vers les pays bénéficiaires : actuellement 6 pays (Argentine, Bolivie, Colombie, Mexique, Pérou, Vénézuëla) sont destinataires de 80 % des cofinancements et un rééquilibrage vers des pays (plus pauvres) permettrait aussi une plus grande accession de ces pays aux prêts de la BID, les conditions accordées par les co-financeurs étant souvent plus avantageuses que celles de la BID.

Cette entreprise est difficile : la BID a beaucoup d'argent depuis ses récentes “recapitalisations”, et les Task managers n'aiment pas les cofinancements qui compliquent leur tâche.

Pour l'instant, hors fonds fiduciaires pour pré-études, la France ne cofinance aucun projet avec la BID, et Guillemin appuiera toute initiative en ce sens. Le cas de l'Amérique centrale (post-Mitch) ou de la République Dominicaine, rentrée récemment en zone de solidarité prioritaire pour la France et donc éligible à des FAC ou aux guichets de l'AFD, a été évoqué. On sait par ailleurs que la BID s'y intéresse, même si elle n'a actuellement aucune action dans le secteur du développement rural.

NB : L'activité de l'ONUDI au Brésil, mais aussi au Paraguay et en Amérique centrale, a été évoquée à l'occasion de cet entretien.

Takeo Shinde, responsable du Fonds fiduciaire japonais

Le Trust Fund japonais (17 M US\$) est le plus important fonds fiduciaire placé auprès de la Banque Mondiale, à l'image des financements japonais qui sont sans équivalent.

Un fonds spécial (JSF) existe depuis 88, non remboursable et non lié. Traditionnellement réservé aux domaines de l'environnement et des infrastructures, il s'est ouvert depuis 98 aux secteurs sociaux (santé et éducation) et au secteur financier.

Un fonds fiduciaire pour études (JCF) a été créé en 95. Il est semi-lié (50 % au moins de firmes japonaises).

Mario Yano, division environnement et ressources naturelles, Côte Sud

Mario Yano, Brésilien, suit les activités de la BID au Paraguay dans le secteur rural, et semble bien connaître ce pays.

Plusieurs projets ont été lancés au cours des dernières années, mais ils ne "décollent" pas pour des raisons politiques et économiques. C'est le cas du projet PROMODAF de développement agricole (y compris élevage) et forestier, et du projet d'appui à la production cotonnière, qui ne démarrera sans doute pas cette année.

Un seul programme de développement rural serait en marche ou sur le point de l'être, consacré à des petits projets de diversification et de technicisation de la production paysanne. La désorganisation générale s'applique aux agences d'exécution paraguayennes et c'est l'IICA qui serait chargé de la gestion de ces projets.

Serait à l'étude un projet de "transformation productive" qui comporterait un volet de réforme du ministère de l'agriculture.

La banqueroute actuelle de l'économie paraguayenne est évidemment un très lourd handicap.

Monique le Génissel, Fonds fiduciaire français

La responsable à Washington de la gestion de ce fonds n'était pas présente lors de cette mission, mais elle avait pu être jointe au moment de sa préparation. Les résultats des entretiens sont les suivants :

- L'étude de faisabilité du projet de développement de l'hévéaculture au Nord du Guatemala n'a pas reçu l'appui de la BID, tant au Guatemala qu'au siège, et n'a donc pas été présentée au financement du Fonds.
- Le fonds est très sollicité ; le montant pour 99 (20 millions de francs) est épuisé, et s'il a été réabondé à hauteur de 6,2M, il y a des projets en attente pour plus de 5MUS. Les Task managers de la Banque semblent en user abondamment.
- Pour les projets comportant un volet de développement paysannal, il nous est conseillé de nous rapprocher du "fonds indigène" (de 2 MUS\$) encore peu utilisé. Notre interlocutrice se rendait d'ailleurs à un congrès régional en Amérique centrale à ce propos.
- Elle est sceptique quant à la possibilité de financement d'actions CIRAD-FONTAGRO, puisqu'il s'agit de projets (ou plus généralement d'activités) de recherche qui ne débouchent pas sur des projets mettant en oeuvre des entreprises françaises ou sur des projets financés par la BID.

II. CONTACTS A LA BANQUE MONDIALE

Robert Moulié, assistant de l'administrateur pour la France

Robert Moulié, récemment arrivé à la Banque, et antérieurement au ministère de la coopération où il s'occupait de la gestion du FAC, est assistant de l'administrateur pour la France auprès de la Banque Mondiale.

La discussion a porté sur le fonctionnement et l'articulation des fonds fiduciaires français et accessoirement sur la gestion et le financement des experts français travaillant à la Banque Mondiale (Alain Derevier participait à cet entretien).

On rappellera qu'actuellement le fonds MAE a 4 lignes de financement et 6 guichets. Ces lignes devraient fusionner, et le fonds aurait pour vocation le financement de :

- consultations de courte durée,
- consultations de longue durée,
- séminaires de réflexion (stratégiques),
- séminaires de financement.

Les 6 fonds fiduciaires actuels (4 du MAE, 1 du Minagri, 1 du Trésor) représentent environ 9 M de francs par an. Ils sont gérés différemment, avec intervention ou non du Bureau de l'administration à Washington. Une harmonisation est également recherchée, qui passera par des contacts préalables à l'instruction des dossiers entre les Task managers américains et français. Le fonds du ministère de l'agriculture, longtemps gelé, serait débloqué.

Quant au détachement d'experts français à la Banque Mondiale, il souffre d'une absence de politique de coopération tant en termes de stratégie que d'évaluation, et le retour sur investissement est difficile à estimer.

Une question a été posée par Robert Moulié sur la participation éventuelle du CIRAD à une initiative semences en Afrique montée par la Banque Mondiale (Jacob Kempen, Gary Alex) à laquelle la France aurait été insuffisamment associée.

L'Amérique latine a été peu traitée au cours de cette discussion. Un expert français est en place auprès du FMI et de la Banque Mondiale, qui serait disposé à fournir toute information (d'ordre macro-économique) jugée nécessaire sur le pays. L'actuel expert, Nicolas Blanchet, est en poste jusqu'à septembre.

Philippe de Dinechin, division ESSD Amérique Centrale

Nouvellement arrivé à la Banque Mondiale, il travaille au sein de la division ESSD (Environment and social development) sur la région Amérique centrale. Son domaine d'activité se rapporte aux politiques agraires et au cadastre.

Il est donc intéressé par l'expérience du CIRAD dans ce domaine, pour une application éventuelle au Guatemala où un projet d'inventaire cadastral est en cours. Il demande donc que lui soient adressées des références du CIRAD :

- sur travaux cadastraux avec utilisation de télédétection,
- sur le projet de développement au Nord-Guatemala, si celui-ci, au delà de son aspect technique de développement de l'hévéa, fait mention d'initiatives concrètes de développement paysannal et fixation de populations et de préservation de l'environnement.

Il recommande également des contacts avec d'autres personnes de la Banque Mondiale, Cora Shaw et Paula Gastela, et se propose d'être notre relais pour leur adresser les documents correspondants.

NOTA SOBRE UNA ESTRATEGIA DE INTERVENCION PARA COMUNIDADES

RURALES POBRES: QUE PUEDEN HACER LOS RECIENTES AVANCES

CIENTÍFICO-TECNOLÓGICOS

Edgardo R. Moscardi
Secretario Ejecutivo
FONTAGRO
Julio, 1999

I. Introducción y antecedentes

El problema de la pobreza rural en América Latina y el Caribe ha adquirido carácter de gravedad como consecuencia, en primer lugar, de su persistencia. No se han registrado cambios significativos en el número de 75 millones de pobres rurales, a pesar de que han habido algunas mejoras en los pobres urbanos durante esta década. En segundo lugar, por el hecho de que los más pobres de los pobres se encuentran en el medio rural, en formas “duras” de pobreza asociadas con marginación, grupos indígenas, negritudes, desplazados por violencia o degradación ambiental. En tercer lugar, porque la pobreza rural tiene una significativa influencia en los niveles de pobreza urbana.

La principal estrategia para la reducción de la pobreza rural es la de promover el crecimiento del ingreso real y la calidad de vida de la población pobre. Esto redundará indirectamente en favorecer la conservación de los recursos naturales y el medio ambiente por un lado, y en mejoras en la calidad de vida para la familia y la comunidad por otro.

Existe un cierto consenso en que las opciones probadas hasta el momento para reducir la pobreza rural no han sido muy efectivas. Existen también una serie de “lecciones aprendidas” documentadas por el BID de esos intentos de transformar situaciones de pobreza rural, entre los que figuran aspectos que no se llevaron a cabo apropiadamente (la poca participación de los beneficiarios por ejemplo), u otros que se subestimaron a la hora de proponer soluciones (la gran heterogeneidad de la población rural, los altos costos de transacción y el escaso poder político de los grupos rurales pobres, entre otros).

El mejoramiento del ingreso real de las poblaciones rurales pobres tiene que ver con actividades agrícolas y no agrícolas. De hecho en muchas comunidades rurales pobres la composición del ingreso se encuentra sesgado hacia las actividades extrafinca como principales fuentes de ingreso. Esto se asocia a menudo con la feminización de la agricultura, o de la pobreza, ya que son las mujeres y niños los que quedan a cargo de la producción agrícola de la finca.

Tradicionalmente se ha asumido que para el caso de los pobres rurales, promover el crecimiento del ingreso real es equivalente a aumentar la productividad de la agricultura. Esta fue, de hecho, la base de los proyectos de “modernización” que acompañaron a los programas de desarrollo rural integrado (DRI) en muchos países de ALC. Estos aumentos en productividad debían mejorar, por un lado, los niveles de nutrición familiar y por el otro, aumentar los ingresos para la venta de excedentes en el mercado. Estos eran los “beneficios directos”, para aquellos productores que adoptaban las innovaciones tecnológicas recomendadas.

Las conclusiones acerca del papel de la Revolución Verde, como estrategia fundamental de los proyectos de modernización, para la reducción de la pobreza en general son favorables. Sin embargo, los beneficios directos de las tecnologías de la revolución verde para los productores más pobres, estuvieron condicionados por el contexto institucional, en cuanto al acceso de asistencia técnica, crédito y mercado de factores y productos. La sensación es que las situaciones de pobreza rural no fueron afectadas significativamente, a través de los proyectos de modernización en programas de desarrollo rural integral en ALC.

II. Nuevos elementos estratégicos

¿Qué nuevos elementos estratégicos están disponibles para una nueva modalidad de desarrollo en el combate de la pobreza rural? Por lo menos se encuentran en tres fuentes: las nuevas biotecnologías o en general las tecnologías post-revolución verde, las tecnologías de la informática y las tecnologías de gestión y creación de capital social.

¿Qué hay de nuevo en las tecnologías post-revolución verde que pudiera ser más apropiado para el combate de la pobreza rural. Al menos dos elementos: el primero tiene que ver con el hecho de que las tecnologías post-revolución verde tienen objetivos más amplios que el de aumento en los rendimientos. Por ejemplo: tolerancia a estreses ambientales, resistencia a pestes y enfermedades, ciclos más cortos que permiten el doble cultivo, agricultura de precisión, fijación de nitrógeno, biopesticidas y biofertilizantes, resistencia postcosecha, entre otros. Este menú más amplio y un stock científico tecnológico, sustancialmente acrecentado, hacen pensar en la posibilidad de disponer de tecnologías que sean más ajustadas a las circunstancias de los pequeños agricultores sin que tengan la característica de “second best”. Por otra parte, está el tema de la declinación en los costos de la investigación, lo cual permite tratar problemas de menor escala con una cierta justificación económica.

Luego están las tecnologías de la informática, que se utilizan escasamente en el medio rural en ALC para decisiones sobre áreas de cultivo, insumos a utilizar, precios a futuro, agricultura por contrato y otras formas de acceso a mercados, información tecnológica, etc.; estas nuevas tecnologías representan un aporte importante con potencial para transformar situaciones de pobreza.

Finalmente está el tema del capital social vinculado a la formación de grupos de gestión comunitaria. Se ha avanzado mucho en los “best practices” para la confirmación de estos

grupos, que persiguen fundamentalmente aumentar el poder político y reducir los costos de transacción, mejorando el acceso a los servicios del estado y a otros recursos locales, nacionales e internacionales para desarrollo comunitario.

III. Plan de acción:

Los países involucrados en este trabajo serían Chile, Colombia, Nicaragua, México, España y Portugal. En cada país se identificarán dos casos utilizando el criterio inicial de organizaciones de pequeños productores con una finalidad económica vinculada a producción, comercialización, transformación, etc. La organización se reconoce como el punto de partida de cualquier programa que persiga mejorar situaciones de pobreza rural. Esta representa, en sí misma, una variable del estudio propuesto y se identificarán las determinantes internas y externas para el desarrollo de esas organizaciones económicas y su grado de éxito en el cumplimiento de los objetivos. Con cada grupo se desarrollarán talleres participativos para encontrar estrategias de mejoramiento de la organización.

La segunda variable es la tecnológica. Se realizará un sondeo rápido de las principales actividades productivas y generadoras de ingreso con una evaluación de las posibilidades de mejorar la productividad en cualquier punto de la cadena por la vía de nuevas tecnologías. Esto requeriría de un equipo de especialistas que puedan poner a punto un conjunto de opciones tecnológicas que puedan ser discutidas desde el principio con la organización de productores.

La tercera variable es la de la informática, que puede ser vista como complementaria para el fortalecimiento de la organización de productores por la vía de información relevante para la comunidad, sea en el aspecto puramente económico o de "empowerment" en general. Seguramente es poco lo que se utiliza de este recurso, por lo menos en AL, pero se trataría de documentar su uso en los casos seleccionados.

Los resultados esperados de la primera etapa de este trabajo serían dos: una de análisis y conclusiones de la situación actual de los actores rurales de los diferentes casos, en cuanto a bienestar y otros indicadores de desarrollo, y otra parte de recomendaciones desarrolladas participativamente con cada grupo para mejorar su situación. La segunda etapa sería la implementación de las recomendaciones propuestas en algunos proyectos de tipo piloto.

Cada etapa de este trabajo requeriría de un diseño metodológico, definición de criterios, indicadores, etc. El supuesto básico es el que se dispone de una información muy rica en cuanto a instrumentos analíticos sociales y económicos, como para pasar a la estrategia de aplicar recomendaciones que transformen situaciones de pobreza rural en un lapso relativamente breve.

MATRIZ DE PUNTAJES DE PROPUESTAS CONSIDERADA POR EL CONSEJO DIRECTIVO DEL FONTAGRO
(Montevideo, Septiembre 2-3, 1999)

FONTAGRO - Convocatoria 1999
Evaluación Técnica de Propuestas

ORDEN	PROPUESTA				CRITERIO				PUNTAJE TOTAL (Max: 100 pts)	Participación Centro Internacional CGIAR	PRESUPUESTO TOTAL ACUMULADO ¹
	Nº	Título	Presupuesto ¹	Monto Solicitado ¹	Impacto Ec-Fin-Soc (Max: 40 pts)	Calidad Técnica (Max: 30 pts)	Capacidad Institucional (Max: 20 pts)	Impacto Ambiental (Max: 10 pts)			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
1	55	Smilax spp.	938.7	500.0	31.875	25.668	20.000	7.750	85.293	-	500.0
2	54	Royas en trigo	2262.0	500.0	33.438	24.851	18.975	5.900	83.164	CIMMYT	1000.0
3	48	Embriogénesis en café	1122.2	401.1	30.000	24.325	17.250	9.600	81.175	-	1401.1
4	9	Frijol voluble, Alto Andino	1227.0	477.3	31.875	24.000	17.000	7.900	80.775	CIAT	1878.4
5	58	Palma de aceite	1000.0	500.0	38.250	17.973	16.675	9.350	80.248	-	2378.4
6	1	Cultivares, plátano-banano	1173.5	391.0	28.125	23.906	17.800	7.750	77.581	INIBAP	2769.3
7	10	Pesca, Costa Pacífica	936.0	453.0	30.938	18.950	12.250	10.000	72.138	-	3222.3
8	62	MIP Sigatoka plátano	1631.4	277.1	28.125	21.726	14.225	7.500	71.578	INIBAP	3499.5
9	60	Polilla de la papa	1000.0	500.0	22.500	22.491	20.000	5.000	69.991	CIP	3999.5
10	24	Arroz, piricularia, Cono Sur	2990.7	487.0	29.063	20.343	15.000	4.750	69.155	CIAT	4486.5
11	11	Sistemas silvopastoriles, Amazonia	1720.0	500.0	20.938	22.718	16.250	7.750	67.655	ICRAF	4986.5
12	17 bis	Control biológico, manzano	1018.3	473.4	20.938	19.538	18.225	7.500	66.200	-	5459.9
13	52	Postcosecha de guayaba	2428.7	294.9	21.875	21.148	15.250	5.000	63.273	CIAT	5754.7
14	13	Trigo, germoplasma siembra directa	2457.9	499.4	19.063	20.658	16.025	7.100	63.045	CIMMYT	6254.1
15	2	Tuberculosis bovina	1220.0	500.0	18.125	21.750	18.000	5.000	62.875	-	6754.1
16	49	Nemátodos, manejo integrado en plátano	1113.9	301.2	27.188	14.989	12.550	7.750	62.476	INIBAP	7055.3
17	30	Acuicultura sustentable	893.7	479.5	17.188	20.250	15.000	10.000	62.438	-	7534.9
18	42	Inocuidad alimentos, CA	1000.0	400.0	18.250	25.113	12.700	7.500	61.563	-	7934.9
19	3	Alfalfa, microorganismos rizosféricos	1121.0	500.0	18.125	19.666	17.975	5.400	61.166	-	8434.9
20	4	Ecosystems México & U.S.A.	1014.0	571.9	27.188	11.639	12.450	8.700	59.976	-	9006.8
21	21	Fósforo, Maíz	1455.5	499.0	28.125	9.089	15.975	5.000	58.189	CIMMYT	9505.8
22	40	Granos, MIP, cero labranza	4036.0	456.0	20.625	15.113	12.450	10.000	58.188	CIAT	9961.8
23	7	Sapotáceas	1337.5	494.2	21.875	15.735	13.100	7.000	57.710	IPGRI	10456.0
24	43	Mora y lulo, cultivos andinos	756.9	300.0	14.375	17.689	16.000	9.350	57.414	CIAT	10756.0
25	22	Competitividad Arroz: atributos de calidad	949.1	317.7	10.000	24.075	18.725	4.500	57.300	CIAT	11073.7
26	5	Sustainable Nat. Resources, USA & México	1231.7	504.7	20.000	17.074	14.750	5.000	56.824	-	11578.4
27	6	Germoplasma de papa	2338.5	497.5	9.063	23.610	16.325	7.500	56.498	CIP	12075.9
28	12	Frijoles autóctonos, CA	634.6	293.6	19.063	12.683	16.950	7.500	56.195	CIAT	12369.5
29	41	Leguminosas forrajeras	2209.0	409.0	15.313	17.640	14.225	7.100	54.278	CIAT	12778.5
30	50	Achaparramiento maíz	1206.0	489.7	14.375	15.201	18.725	5.000	53.301	CIMMYT	13278.2
31	23	Siembra directa, Cono Sur	1971.4	499.2	19.063	11.506	14.475	7.100	52.144	CIMMYT	13777.4
32	47	Calidad de papa: residuos	1000.0	447.2	14.688	16.548	12.500	8.150	51.885	CIP	14224.6
33	17	Manzano, manejo integral y postcosecha	1082.3	495.3	13.750	19.075	12.750	5.250	50.825	-	14719.8
34	39	Peces, Orinoquia-Amaz.	2087.0	500.0	10.000	21.750	10.250	8.400	50.400	-	15219.8
35	53	Varietades, caña panelera	907.7	373.8	20.000	9.421	16.700	3.400	49.521	-	15593.6
36	15	Ajos, postcosecha	769.0	284.0	10.938	17.729	15.975	4.600	49.241	-	15877.6
37	45	Bosque secundario tropical	1046.7	458.5	13.750	13.586	14.500	7.000	48.836	CIFOR	16336.1
38	56	Amargo de la quinua	834.0	394.9	19.063	10.189	10.000	9.600	48.801	-	16731.0
39	35	Frutos promisorios Amazonia	766.4	395.9	1.875	22.988	15.525	6.850	47.238	-	17126.9

Orden-Consejo

MATRIZ DE PUNTAJES DE PROPUESTAS CONSIDERADA POR EL CONSEJO DIRECTIVO DEL FONTAGRO
(Montevideo, Septiembre 2-3, 1999)

FONTAGRO - Convocatoria 1999
Evaluación Técnica de Propuestas

ORDEN	PROPUESTA				CRITERIO				PUNTAJE TOTAL (Max: 100 pts)	Participación Centro Internacional CGIAR	PRESUPUESTO TOTAL ACUMULADO ¹
	Nº	Título	Presupuesto ¹	Monto Solicitado ¹	Impacto Ec-Fin-Soc (Max: 40 pts)	Calidad Técnica (Max: 30 pts)	Capacidad Institucional (Max: 20 pts)	Impacto Ambiental (Max: 10 pts)			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
40	46	Forestales AC y Caribe	1185.0	500.0	8.125	17.428	15.800	5.500	48.853		17626.9
41	25	Postcosecha fruticultura y horticu	900.0	331.5	12.813	12.565	11.250	10.000	46.628	CIP	17958.4
42	29	Desperdicios moluscos	688.0	379.5	18.125	10.453	11.250	8.200	46.028		18337.9
43	44	Lulo y tomate de árbol Andinos	1044.0	500.0	10.000	14.381	11.750	9.850	45.481	CIAT	18837.9
44	8	Frutales Carozo producción integrada	1279.7	500.0	10.938	14.163	12.450	7.750	45.300		19337.9
45	20	Cuenca del Plata tierras y aguas	1035.1	495.0	8.846	15.210	13.200	4.350	41.806		19832.9
46	31	Lechería AL Tropical	856.8	487.8	4.688	14.830	16.775	4.350	40.643	CIAT	20320.7
47	38	Copacabana Amazonas	2443.0	480.0	8.125	13.191	12.250	6.850	40.416		20800.7
48	67	Germ. frutales Amazonia	2110.0	300.0	1.875	17.754	12.250	7.350	39.229		21100.7
49	51	Frutales nativos Suramerica	1657.0	500.0	6.250	17.800	15.975	5.000	43.025	IPGRI	21600.7
50	32	Prospección tecnológica zonas marginales	1189.5	477.7	5.625	11.083	12.700	4.850	34.258	CIMMYT	22078.4
51	16	Frutales Región Andina	485.3	286.2	3.750	7.010	12.250	10.000	33.010		22364.6

¹ Miles de US\$